

A PROPOS DE L'ISLAMISME POLITIQUE

On ne manque jamais de rappeler depuis l'attentat du 11 septembre à New York que les responsables de cette tuerie ont été soutenus, financés et armés par les USA à l'époque de leur lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan. Mais il ne faudrait pas réduire les mouvements islamistes à des créations américaines de lutte contre le communisme, même s'il existe de nombreuses preuves historiques de leur instrumentalisation au bénéfice des intérêts américains.

Il faut en effet s'interroger sur les conditions économiques, sociales et culturelles qui expliquent la propagation de l'islamisme politique, depuis plus de vingt ans, dans la plupart des pays musulmans, arabes ou asiatiques, voire africains comme le montrent les derniers événements au Nigeria ou au Kenya.

Bien sûr, il faut commencer par rappeler la misère économique et culturelle des populations de ces pays, doublement victimes de classes dirigeantes corrompues confisquant le pouvoir au bénéfice de leurs seuls intérêts et d'une mondialisation capitaliste qui renforce leur paupérisation. Reste cependant à comprendre pourquoi la révolte de ces populations trouve son expression dans le discours religieux le plus manichéen et non dans une lutte politique contre les responsables de leur situation, leurs classes dirigeantes, le système capitaliste, la mondialisation ...

Historiquement, on peut constater que, dans les années 60 et 70, aussi bien au Moyen-Orient qu'au Maghreb, les mouvements progressistes et leurs leaders ont été systématiquement éliminés avec la complicité – c'est un euphémisme – des puissances occidentales. On était alors en pleine guerre froide et les luttes politiques dans ce qu'appelait à l'époque le Tiers-Monde n'échappaient pas à cette logique. L'exemple du Pakistan est révélateur : les américains ont systématiquement apporté leur aide aux différentes dictatures militaires qui se sont succédées dans ce pays pour contrer l'influence soviétique sur le grand voisin indien (les rares périodes démocratiques qu'a connues le Pakistan se sont le plus souvent terminées par l'élimination physique des dirigeants). Ceci peut donc permettre de comprendre, au moins en partie, la faiblesse actuelle des mouvements progressistes dans les pays musulmans.

Néanmoins, il faut aussi analyser ce qui s'est passé dans le champ religieux. Dans un article récent (*Le Monde* du 16/10/01), Malika Zeghal, chercheuse au CNRS, souligne la disqualification dans de nombreux pays musulmans des pouvoirs religieux traditionnels. Que l'on se trouve dans le cas de républiques ou de monarchies, de systèmes économiques libéraux ou « socialistes », les institutions religieuses et leurs *ulémas* (docteurs de la loi) sont instrumentalisés par les régimes en place et répondent aux demandes des élites politiques : dans certains pays il fallait justifier le « socialisme » (Algérie), dans d'autres légitimer la généalogie religieuse de leur monarque (Maroc). Dans tous les cas, les porteurs de savoirs traditionnels vont devenir les porte-parole de régimes honnis auxquels commencent à s'opposer divers courants islamistes. L'émergence des islamistes sur la scène politique et sociale va être le fait de jeunes musulmans non diplômés d'écoles religieuses mais qui vont se permettre de s'approprier le droit d'interpréter les textes révélés, dans une approche de plus en plus littéraliste, ce qui a beaucoup contribué à rigidifier le discours sur l'islam.

De plus, la plupart de ces courants islamistes vont être financés et soutenus par l'Arabie Saoudite (directement ou indirectement), qui va ainsi pouvoir continuer à propager son interprétation *wahhabite* de l'islam, fondamentaliste et radicale(il faudrait du reste rapprocher cette politique de l'opposition entre les courants *sunnite* majoritaire dans les pays arabes et *chiite* représenté surtout en Iran). Le discours islamiste est avant tout un discours politique, il s'intéresse peu à l'ordre économique et s'accommode fort bien du capitalisme et de l'économie de marché. Le fort développement des banques islamiques (au Moyen-Orient et même en Europe, à Londres en particulier) montre bien que l'on peut contourner l'interdiction religieuse du prêt à intérêt grâce à des changements de vocabulaire et à des jeux d'écriture.

L'islamisme politique ne peut fonctionner que par une exacerbation permanente du sentiment communautaire (*umma*), une variante religieuse du nationalisme. Et la communauté sera d'autant plus unie qu'elle aura des causes sacrées à défendre, en particulier contre ceux qui l'attaquent *de l'extérieur*(réflexe obsidional). Les islamistes se présentent ainsi comme les vrais champions de la cause palestinienne (vis-à-vis des arabes) ou de la cause cachemiri (vis-à-vis des pakistanais ou des afghans). Ils peuvent ainsi se livrer à une surenchère politique permanente qui se retourne contre ceux qui les ont financés, en particulier l'Arabie Saoudite.

Dés lors, on comprend mieux les hésitations des leaders en place à se démarquer du fondamentalisme religieux, au risque d'apparaître comme des traîtres aux causes les plus sacrées – et surtout de bouleverser un ordre social dont ils sont les premiers voire les seuls bénéficiaires.